

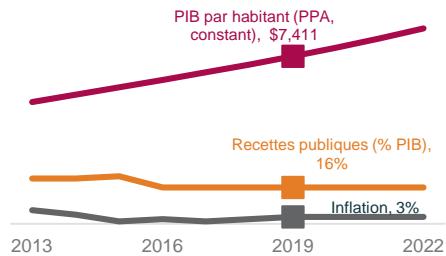


Laos

Réunion du réseau du LNCT Tangerang, Indonésie, juillet 2019



I. Contexte économique



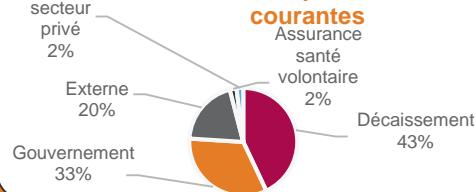
II. Exécution du budget du MDS

	Budget du MDS	Budgets dédiés à la santé des gouvernements infranationaux
Budget total (2017)		
Total débloqué		
Total dépensé	153 millions \$	
Exécution en pourcentage du budget		

III. Sources des dépenses de santé

Année des données : 2016
 Dépenses de santé courantes par habitant : 62 USD
 Dépenses publiques générales de santé nationales en % des dépenses publiques générales totales : 4 %
 % des dépenses publiques générales de santé consacrées à la vaccination : 16 %

Sources des dépenses de santé courantes



Sources des dépenses pour la vaccination de routine



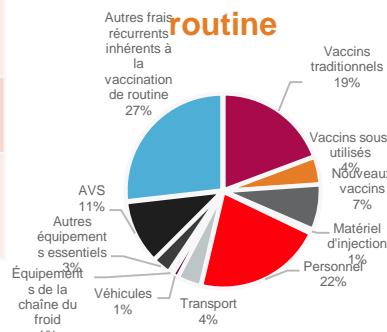
IV. Budget dédié à la vaccination de routine

Dépenses totales (toutes sources confondues) pour la vaccination de routine : 10,8 millions \$

Budget de la vaccination de routine par nourrisson survivant : 70,33 \$

% des frais inhérents à la vaccination de routine financés par le gouvernement : 32 %

Dépenses pour la vaccination de routine



Demandez-moi comment :

Le Laos a respecté ses engagements relatifs au co-financement.

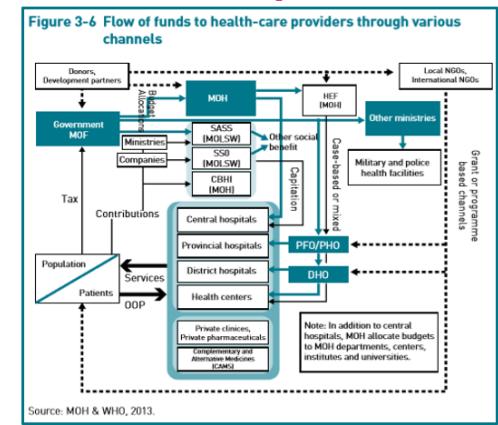
Je veux savoir :

Comment les autres pays ont levé des fonds supplémentaires en dehors du budget du gouvernement, par exemple, à travers des partenariats public-privé.

VIII. Défis

1. Retards dans le décaissement des fonds
2. Insuffisances dans la planification ascendante chiffrée depuis le niveau du centre de santé
3. Disponibilité insuffisante des fonds provenant de sources différentes du budget central du Ministère de la Santé

V. Flux de financement pour la vaccination



VI. Processus d'allocation budgétaire

Fonds	Autorité(s) responsable(s)	Directives et processus d'allocation	Principaux goulots d'étranglement
Budget du MDS	Assemblée nationale/MF/MDS	Allocation aux agences en fonction des priorités parlementaires et des plafonds. Le Ministère de la Santé alloue des budgets aux provinces sur la base des demandes des gouvernements provinciaux et du nombre d'agents de santé.	Retards importants des soumissions détaillées, des examens et des approbations
Soutien des donateurs au niveau national	Donateurs extérieurs	Fonds dédiés à des activités spécifiques en fonction des priorités des donateurs et des contributions du gouvernement	Retards dans les rapports sur les dépenses retardant parfois la mise à disposition des fonds
Budgets provinciaux dédiés à la santé	MDS/MoPI/MF	Allocation aux districts sur la base des demandes des gouvernements provinciaux et du nombre d'agents de santé. Une certaine autonomie des provinces est nécessaire à l'ajustement de l'allocation dans certaines limites, ainsi que des sources de financement provinciales.	Une planification et une budgétisation insuffisantes, ainsi qu'une mauvaise capacité de coordination entraînent des retards et des erreurs dans les budgets détaillés et des problèmes de mise en œuvre en aval.
Budget du gouvernement du district	Budget du district	Tous les districts reçoivent un même montant. Les autorités gouvernementales locales complètent les demandes de tous les secteurs et attribuent les fonds à divers secteurs en fonction de leurs besoins. Des fonds supplémentaires sont mis de côté au cas où de nouvelles demandes surviendraient au cours de l'année.	À l'exception des salaires du personnel, et des décaissements budgétaires commençant habituellement en avril ou en mai, affectant la mise en œuvre des activités prévues au cours du premier trimestre.
Financement basé sur les résultats	MDS (par le biais du projet de la Banque mondiale dédié à la santé et à la nutrition)	Décaissement annuel au niveau central et provincial en fonction des indicateurs de réunion, y compris la couverture du DTC3.	

VII. Identification des lacunes

Ligne de catégorie	Budget 2020	Écarts de financement	Sources budgétaires potentielles
Vaccins et matériel d'injection		558 216	Gouvernement (y compris le co-financement), SVN Gavi, RSS GAVI, UNICEF, OMS, RSS OMS, VIG Gavi, RSS UNICEF, POECF Gavi, Gouv. Luxembourg, CDC É.-U.
Personnel		1 688 384	
Transport		1 652 072	
Activités et autres frais récurrents		-436 585	
Logistique		1 954 767	
Total		5 416 854	